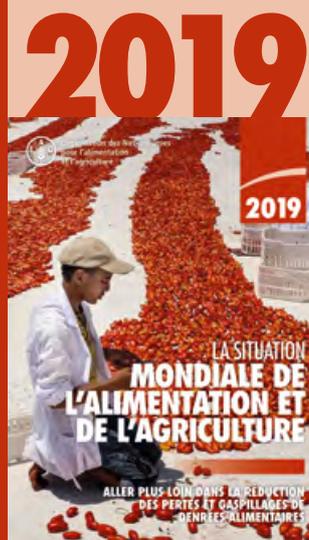




Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



Aller plus loin dans la réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires

Réduire les pertes et les gaspillages de denrées alimentaires est un impératif qui fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030. De l'avis général, la réduction des pertes et gaspillages alimentaires peut contribuer de manière décisive à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, à la promotion de la durabilité environnementale et à la baisse des coûts de production. Toutefois, dans ce domaine, les efforts n'aboutiront que s'ils reposent sur une connaissance approfondie du problème.

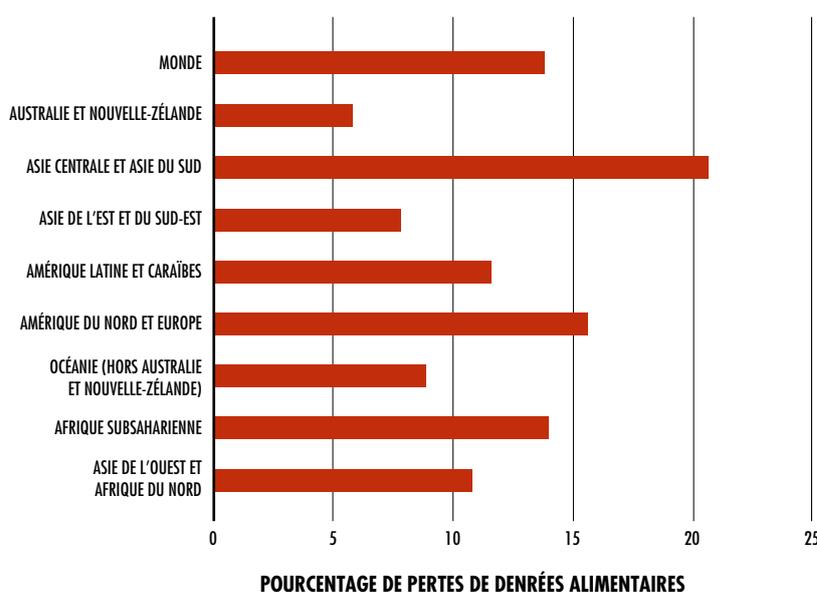
Le présent rapport fournit de nouvelles estimations sur le pourcentage des denrées alimentaires qui sont perdues au niveau mondial, depuis le stade de la production jusqu'à la vente au détail, et constate une grande hétérogénéité dans les estimations relatives aux pertes alimentaires. Le fait de pouvoir déterminer et comprendre où le potentiel de réduction des pertes alimentaires est élevé est une condition essentielle si l'on veut prendre des mesures adéquates. Le rapport fournit des principes directeurs susceptibles de guider les interventions de réduction des pertes et gaspillages alimentaires en fonction des résultats escomptés.

AVANT D'AGIR, IL FAUT MESURER LES PERTES ET GASPILLAGES DE DENRÉES ALIMENTAIRES

La notion de nourriture perdue ou gaspillée paraît simple, mais ce n'est qu'une apparence; en pratique, il n'existe aucune

définition communément admise des pertes et gaspillages alimentaires. La FAO s'est employée à harmoniser ces notions. La FAO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) travaillent actuellement à la question de la mesure des

PERTES DE DENRÉES ALIMENTAIRES ENTRE LA FIN DE LA RÉCOLTE ET LA DISTRIBUTION EN 2016, POURCENTAGES AU NIVEAU MONDIAL ET PAR RÉGION



NOTA: Le pourcentage de pertes alimentaires correspond à la quantité physique perdue pour différents produits de base, divisée par la quantité produite. Une pondération économique est utilisée lors de l'agrégation des pourcentages au niveau régional ou au niveau d'un groupe de produits, de façon à ce que les pertes de produits de base de plus grande valeur pèsent plus lourd que celles de produits de moindre valeur.

SOURCE: FAO, 2019.

progrès accomplis en direction de la cible 12.3 des ODD (qui appelle à *réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et à réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte, d'ici à 2030*) au moyen de deux indices distincts: l'**indice des pertes alimentaires** et l'**indice du gaspillage alimentaire**. Le présent rapport publie les premières estimations de la FAO pour l'indice des pertes alimentaires qui indiquent que, en valeur économique, 14 pour cent environ des aliments produits dans le monde sont perdus entre le stade après récolte (inclus) et celui de la vente au détail (exclu).

Les données factuelles présentées dans ce rapport montrent que les pertes et gaspillages sont généralement plus élevés pour certains groupes de produits, mais qu'ils peuvent se produire à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement à des degrés divers. La grande étendue de la plage de pourcentages de pertes et gaspillages selon les produits, les stades de la chaîne et les pays porte à croire qu'il y a une marge considérable de réduction partout où les pourcentages sont plus élevés. Cela montre aussi qu'il est essentiel de déterminer les points critiques de pertes à l'échelle de chaque filière si l'on veut prendre les mesures appropriées.

L'INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC SE JUSTIFIE

Ce rapport souligne que si l'on veut atteindre la cible 12.3 des ODD, les interventions à la fois publiques et privées joueront un rôle essentiel. Si les producteurs et consommateurs peuvent faire partie de la solution, une intervention publique est toutefois justifiée dès lors que la réduction des pertes et gaspillages apporte à la société des avantages économiques nets ou qu'elle permet d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la durabilité environnementale.

L'intervention des pouvoirs publics peut prendre différentes formes. Les autorités peuvent convaincre les acteurs privés que les mesures visant à réduire les pertes et gaspillages se justifient sur

MESSAGES CLÉS

- 1** La réduction des pertes et gaspillages de denrées alimentaires est l'une des cibles essentielles des objectifs de développement durable (ODD) et constitue également un moyen d'atteindre d'autres cibles des ODD, en particulier celles afférentes à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la durabilité environnementale.
- 2** À l'échelle mondiale, entre le stade après récolte (inclus) et celui de la vente au détail (exclu), il se perd 14 pour cent des aliments produits.
- 3** Il est essentiel de s'attaquer aux causes des pertes et gaspillages de nourriture. Il faudra pour cela réunir des informations sur les points de la chaîne d'approvisionnement alimentaire où ces pertes et gaspillages se produisent et sur les facteurs déterminants sous-jacents.
- 4** Les améliorations les plus importantes en matière de sécurité alimentaire se produiront probablement en réduisant les pertes aux premiers stades de la chaîne d'approvisionnement, en particulier sur le lieu d'exploitation, dans les pays où les niveaux d'insécurité alimentaire sont élevés.
- 5** Pour que les interventions visant à réduire les pertes et gaspillages alimentaires soient efficaces sur le plan environnemental, il faut déterminer l'origine des pertes et gaspillages qui portent le plus atteinte à l'environnement, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou de stades particuliers de la chaîne d'approvisionnement.

le plan microéconomique, et faire évoluer cette justification au moyen de différents types d'actions ou de politiques.

METTRE EN PLACE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ADAPTÉS AUX OBJECTIFS DES DÉCIDEURS PUBLICS

S'appuyant sur un examen approfondi des objectifs potentiels de réduction, le présent rapport fournit quelques principes directeurs pour guider les interventions. Il est essentiel de clarifier le ou les objectifs poursuivis, afin de déterminer les politiques et les points d'entrée appropriés. Si l'on vise la sécurité alimentaire, il sera préférable d'intervenir aux premiers stades de la chaîne d'approvisionnement, dès le stade de l'exploitation, d'où les effets utiles à la sécurité alimentaire se répercuteront le long de la chaîne. Pour atteindre des objectifs environnementaux, les réductions devront intervenir en aval de la chaîne d'approvisionnement par rapport au stade où l'incidence préjudiciable à l'environnement se produit. Enfin, la localisation géographique est importante lorsqu'on se

fixe des objectifs de sécurité alimentaire ou de durabilité environnementale, à une exception près, celle de la baisse des émissions de GES, dont l'incidence sur le changement climatique est identique où qu'elle se produise.

Les pays se fixeront des objectifs différents pour orienter leurs choix. Les pays à faible revenu s'efforceront vraisemblablement d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en plus de gérer les ressources foncières et hydriques de façon durable. Cette orientation demandera une intervention aux premiers stades de la chaîne d'approvisionnement, là où les effets et les pertes seront les plus importants. Les pays à revenu élevé, où le niveau d'insécurité alimentaire est bas, se concentreront vraisemblablement sur la réduction des émissions de GES. Il faudra pour cela intervenir à un stade plus avancé de la chaîne d'approvisionnement, notamment aux stades de la vente au détail et de la consommation, où les niveaux de pertes ou de gaspillages sont généralement plus élevés. Ces considérations permettent de cibler de manière efficace les ressources en vue d'atteindre les objectifs souhaités. ■



L'édition annuelle du rapport de la publication phare de la FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, a pour objectif d'offrir à la plus large audience possible, des évaluations scientifiques exhaustives sur d'importantes questions dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture.

Catégories matières:
Alimentation
Agriculture
Systèmes alimentaires
Transformation rurale

Novembre 2019
ISBN 978-92-5-131855-3
ISSN 0251-1460
200 pp.
210 x 297 mm

Également disponible en: anglais

À paraître en:
arabe, chinois, espagnol et russe



Télécharger le texte
intégral ici
(disponible à partir
de novembre 2019)